

Prise de position D. Cottier :

Le 30 octobre 2022, par e-mail

« La méthode employée par public eye pour cibler 40 parlementaires spécifiques est contestable sur le plan méthodologique et ne permet pas d'établir un « lien étroit » entre plusieurs parlementaires, dont je suis, et l'industrie pharmaceutique tel que le prétend public eye (le terme a depuis lors été remplacé sur son site par « contact direct »). L'imagerie choisie par public eye dans son opération de communication politique implique pourtant intuitivement l'idée d'un lien commercial ou financier.

La Suisse connaît un Parlement de milice, ce qui permet des liens entre la société, l'économie et la politique. Dans ce cadre, il est normal que les Parlementaires puissent avoir des activités ou mandats professionnels. La transparence de ceux-ci est assurée sur la page de chaque parlementaire sur le site du Parlement. Je veille dans le cadre de mes activités, la plupart non rémunérées, à garantir toujours l'indépendance de mes votes. Je n'ai pas de mandat spécifique pour l'industrie pharmaceutique.

Après avoir utilisé d'autres critères, la méthode de public eye, ajoute à sa liste quelques parlementaires seulement parmi les près de 100 membres de l'intergroupe parlementaire « formation, recherche et innovation ». Or le simple fait d'appartenir à un intergroupe ne crée en rien un « lien étroit » avec une branche. Par ailleurs si public eye considère qu'une telle appartenance créait réellement un lien, alors elle aurait dû avoir la correction de publier la liste intégrale des 96 parlementaire de ce groupe et non d'en sélectionner six, dont je suis, sur la base de critères flous et subjectifs.

Il existe de nombreux intergroupes (près de 100), sur les thèmes les plus divers, leurs buts et leur composition sont transparents (cf <https://www.parlament.ch/centers/documents/de/gruppen-der-bundesversammlung.pdf>). Ils visent à un échange d'information ouvert sur un thème spécifique. Leurs séances sont ouvertes à tous les membres du Parlement. L'échange et la collecte d'informations est à mes yeux la base du travail parlementaire et les intergroupes sont un instrument dans ce but. Si en démocratie le simple fait de se parler et de s'informer est considéré comme un lien de dépendance, notre système a quelques soucis à se faire...

Je précise que je n'aurais pas de problème à avoir des liens spécifiques avec l'industrie pharmaceutique qui est un secteur économique qui apporte énormément à notre pays en termes de recherche, d'emplois à très haute valeur ajoutée, d'innovation, de création de richesse et de qualité des soins, ce dont nous devons nous réjouir. Et je m'engage pour qu'elle continue de recevoir en Suisse, comme dans le canton de Neuchâtel, des conditions favorables. Mais il se trouve que je n'ai, dans le cadre de mon mandat, pas plus de « lien étroit » avec ce secteur que tout autre parlementaire qui s'informe.

En ce sens la méthode de public eye propage une fausse impression qu'il y a lieu de corriger. Je regrette que public eye ne l'ait pas fait d'elle-même lorsque les limites de sa méthode lui ont été démontrées. Devant son refus de modifier sa liste, j'ai demandé de publier cette prise de position.

Damien Cottier, conseiller national »